

# LES ÉLECTIONS ISRAËLIENNES DU 2 MARS 2020

135

*Début 2020, les Israéliens étaient appelés aux urnes pour la troisième fois en moins de onze mois. Les élections du 9 avril et du 17 septembre 2019 n'ayant pas abouti à la constitution d'une majorité<sup>1</sup>, la Knesset fut à nouveau dissoute le 11 décembre, et le corps électoral convoqué le 2 mars 2020.*

Cette troisième consultation ne se présente pas sous les meilleurs auspices pour le Premier ministre sortant, Benyamin Netanyahou. Lors des élections du 17 septembre 2019, il a perdu trois mandats par rapport à celles du 9 avril précédent, et même sept si l'on compte ceux d'un petit parti de centre droit, Koulanou, qui a fusionné avec le Likoud. Après avoir échoué à deux reprises à former un gouvernement, il doit bientôt être mis en examen dans trois affaires pénales, et rien ne dit que dans cette nouvelle situation judiciaire il sera autorisé à tenter de constituer un gouvernement<sup>2</sup>. Benny Gantz, le leader du

parti du centre Bleu-Blanc, est en meilleure position : il avait perdu deux sièges lors du dernier scrutin, mais ses alliés de gauche en avaient gagné un et la Liste unifiée (des partis arabes) trois. De surcroît, il a fait preuve de plus de professionnalisme dans ses prestations télévisées et se trouve désormais bien installé dans son rôle de challenger du Premier ministre. La campagne électorale va cependant rebattre les cartes. Bleu-Blanc se focalise pendant des semaines sur les problèmes judiciaires de Benyamin Netanyahou en multipliant les manœuvres procédurières à la Knesset, alors que le Premier ministre sortant fait de la politique. Un troisième

---

\* Docteur en droit, enseignant à l'Université numérique européenne des études juives (UNEEJ.com).

1. Cf. nos deux précédentes chroniques sur ces élections (*Pouvoirs*, n° 170, 2019, p. 145-152, et n° 172, 2020, p. 153-159).

2. La législation autorise un Premier ministre déferé devant la justice à gouverner jusqu'à épuisement de toutes les voies de recours, mais elle ne précise pas si un député mis en examen peut recevoir du président de l'État le mandat de former un gouvernement.

acteur s'impose : la Liste unifiée, qui mobilise son électorat comme jamais. Les résultats reflètent un rapport de force qui n'évolue guère, mais les électeurs récompensent ceux qui tiennent un discours idéologique cohérent – une droite forte et des partis arabes décomplexés – et sanctionnent un centre indécis et une gauche inaudible.

*KING BIBI, ROI DE LA POLITIQUE*

Tard dans la nuit qui a suivi les élections, c'est au rythme de la chanson

traditionnelle « David, roi d'Israël » (*David, melech Yisrael*) transformée en « Bibi, roi d'Israël » que Benyamin Netanyahou est accueilli par ses partisans. Les paroles auraient pu très bien être : « Bibi, roi de la politique ». Car le Premier ministre sortant réussit à opérer un rétablissement spectaculaire en deux mois : avec trente-six sièges, il en gagne quatre par rapport à la consultation de septembre et un par rapport à celle d'avril, qui avait déjà permis au Likoud d'obtenir son meilleur résultat depuis 2003.

*Élections législatives en Israël*

Inscrits	6 453 255		
Votants	4 615 135	(71,52 %)	
Suffrages non validés	25 073		
Suffrages exprimés	4 590 062		
<i>Seuil électoral</i>	149 177	(3,25 %)	
<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
Likoud (droite nationaliste)	1 352 449	29,46	36 (+ 4)
Bleu-Blanc (centre)	1 220 381	26,59	33 (=)
Liste unifiée (partis arabes)	581 507	12,67	15 (+ 2)
Shas (ultra-orthodoxes séfarades)	352 853	7,69	9 (=)
Yaadout Hatorah (ultra-orthodoxes ashkénazes)	274 437	5,98	7 (=)
Parti travailliste-Gesher-Meretz (union de la gauche)	267 480	5,83	7 (- 4)
Israel Beitenou (russophone laïque)	263 365	5,74	7 (- 1)
Yamina (extrême droite sioniste religieuse)	240 689	5,24	6 (- 1)

*Note* : Ne sont pas repris ici les scores des partis n'ayant pas obtenu de sièges.

*La stratégie « Père de la nation »*

Benyamin Netanyahou n'a pas hésité à changer de stratégie en cours de campagne. Afin de rétablir son image d'homme d'État, abîmée par ses échecs dans la formation d'un gouvernement et par sa mise en examen, il adopte une stratégie que l'on nommera « Père de la nation » et ne ménage pas ses

efforts pour l'imposer. À l'occasion de la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, il réunit à Jérusalem, le 23 janvier, une soixantaine de dirigeants du monde entier, dont les présidents Emmanuel Macron et Vladimir Poutine ainsi que le vice-président Mike Pence. Il profite de

leur présence pour rappeler le danger représenté par l'Iran pour l'État juif. La conférence internationale à peine close, il se rend à Washington pour la publication, le 28 janvier, du « plan Trump », cette « affaire du siècle » censée apporter la paix au Moyen-Orient. Il entend souligner que, grâce à sa vigilance, aucun Israélien des territoires palestiniens (c'est-à-dire aucun colon) ne sera obligé de partir, et que ce plan donnera à Israël l'« occasion historique » d'annexer 30 % du territoire de la Cisjordanie. Il aurait bien voulu mettre en application immédiatement cette disposition, mais les négociateurs de la Maison-Blanche le lui interdisent. Le lendemain, il quitte Washington pour Moscou, où il obtient du président Poutine la grâce de Naama Issachar, Israélienne de 26 ans qui crouissait dans les geôles russes pour une peccadille<sup>3</sup>. Sous l'œil des caméras, il la ramène en compagnie de sa mère à Tel-Aviv, dans son avion officiel. Il s'envole immédiatement après pour l'Ouganda, où il s'entretient avec le président du Soudan, le 4 février, rencontre qu'il considère comme une preuve du succès de son approche vis-à-vis des pays arabes et musulmans. Las ! les sondages réalisés dans la foulée de ces voyages qui donnent le tournis ne signalent aucune progression pour le Likoud. Benyamin Netanyahu décide alors de changer de stratégie en reprenant celle de « chef de la droite », qui lui a toujours réussi.

### *La stratégie « chef de la droite »*

La droite a deux credo : « Seulement Bibi » (*Rak Bibi*) et « Bibi ou Tibi » (*Bibi o Tibi*), qui fait référence au leader de

la Liste unifiée. Le premier credo est celui par lequel Benyamin Netanyahu survalorise son bilan : une économie prospère avec un taux de croissance annuel supérieur à la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (de l'ordre de 3 % du produit intérieur brut), un taux de chômage à 4 %, son minimum historique, et des prodiges à l'exportation pour les produits high-tech de la « *start-up nation* ». Le commerce extérieur a largement facilité l'établissement ou le rétablissement des relations économiques et/ou diplomatiques avec les grands pays émergents (Chine, Inde) et certains pays africains, ou encore des pays musulmans du Caucase et du Golfe. Benyamin Netanyahu a tissé des liens privilégiés avec Donald Trump et tous les dirigeants populistes de la planète, de Jair Bolsonaro au Brésil à Narendra Modi en Inde. Il a su jouer des divisions de l'Union européenne en s'alliant avec les pays du groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie), empêchant ainsi le vote à l'unanimité de résolutions condamnant sa politique dans les territoires palestiniens.

Pour imposer l'ensemble des idées inhérentes au second credo, il ne cesse de rappeler que, sans l'appui de la Liste unifiée (les partis arabes étant présentés comme des « soutiens du terrorisme »), Benny Gantz ne peut former de gouvernement. Ce slogan va d'autant plus marquer l'électorat qu'il traduit un préjugé que la droite israélienne a réussi à inculquer à ses sympathisants et au-delà : l'impossibilité de faire confiance aux Arabes. D'ailleurs, Benny

3. Cette jeune touriste, qui voyageait entre l'Inde et Israël, était en transit dans la capitale russe. Un peu moins de dix grammes de cannabis ayant été trouvés dans son bagage, elle avait été condamnée pour trafic de drogue à sept ans et demi de prison.

Gantz s'engagera à ne pas constituer une telle alliance... promesse qu'il ne tiendra pas une fois les élections passées.

Le discours anti-arabe présente un autre avantage. Il permet à Benyamin Netanyahou de chasser très à droite sur les terres des kahanistes<sup>4</sup>, qui, seuls, ne peuvent parvenir à franchir le seuil d'éligibilité (fixé à 3,25 % des suffrages exprimés et permettant d'obtenir quatre sièges). Le 2 mars, le Likoud récupère de ce fait soixante mille suffrages kahanistes, soit l'équivalent d'un mandat et demi. Ce vote utile explique aussi largement la marginalisation de l'extrême droite sioniste religieuse. Deux autres raisons ont conduit au faible résultat du parti Yamina (qui, avec six sièges, en perd un par rapport au dernier scrutin) : d'une part, l'union entre les différents groupuscules qui le composent a été particulièrement difficile à mettre en place; d'autre part, le Likoud ayant repris, au fur et à mesure du temps, la plupart des thèmes de ce courant historique de la vie politique israélienne, l'existence d'un parti sectoriel sur ce créneau se justifie de moins en moins. En obtenant de très bons résultats et en phagocytant ses concurrents immédiats, le Likoud devient ainsi le grand parti de la droite – qui, à l'instar du Parti républicain aux États-Unis, tend à occuper tout l'espace au sein du camp conservateur.

#### L'OPPOSITION INDÉCISE

Alors que les voyages du Premier ministre accaparent l'attention des médias, l'opposition ne s'exprime pas sur ces initiatives.

#### *Une erreur stratégique : privilégier l'aspect judiciaire*

Le parti Bleu-Blanc concentre son action sur les déboires judiciaires de son adversaire. Son groupe parlementaire veut empêcher le vote d'une immunité en faveur de Benyamin Netanyahou, mais ce dernier contourne la difficulté en retirant sa demande. Bleu-Blanc plaide ensuite pour qu'un député mis en examen ne puisse se voir confier le mandat de former un gouvernement. La Cour suprême, saisie de cette question, déclare ne pouvoir répondre à des interrogations d'ordre théorique. Après ce revers sur le terrain judiciaire, l'opposition se montre incapable de tenir un discours cohérent vis-à-vis des sujets importants. Sur la question sensible de l'annexion des territoires palestiniens notamment, les adversaires de Benyamin Netanyahou sont divisés. Les deux partis de gauche, unis au sein d'une même liste dirigée par le travailliste Amir Peretz, réclament la reprise des négociations avec l'Autorité palestinienne, toute rectification des frontières devant être autorisée par un accord de paix. Bleu-Blanc est sur une autre ligne, se disant favorable à l'annexion des territoires mentionnés dans le plan Trump, tout en soulignant timidement la nécessité de procéder « en coordination » avec les pays de la région et la communauté internationale, et ce pour éviter d'employer les mots « négociation » et « accord ». Cette rhétorique s'adresse en particulier aux électeurs de la droite modérée, qui partagent avec la base électorale du Likoud une méfiance instinctive à l'égard des responsables politiques arabes. Le 2 mars, l'électeur de la droite modérée que

4. Du nom du rabbin Meir Kahane, assassiné en 1990, qui prônait le transfert des Arabes en dehors des frontières du Grand Israël.

Benny Gantz ne voulait pas effrayer préférera l'original à la copie, ce qui offrira au Likoud un siège supplémentaire. Bleu-Blanc essaie de sortir du piège dans lequel son obsession judiciaire l'a enfermé en brandissant le slogan « Il faut avancer », en vain. Les propositions concrètes du parti du centre, celle visant à réhabiliter le système hospitalier par exemple, ne pèsent pas lourd face au rouleau compresseur de la propagande du Likoud.

Benyamin Netanyahu a retenu les leçons de son premier mentor en matière de tactique électorale, le communicant américain Arthur Finkelstein. Celui-ci dirigea les opérations de propagande qui lui permirent d'être élu pour la première fois, en 1996, avec deux convictions simples : seules les campagnes négatives et la « technique Coca-Cola » (la répétition sans fin d'un même slogan) sont efficaces. Pour le scrutin du 2 mars 2020, Benyamin Netanyahu ne lésine pas sur les moyens. Avec ses proches, il multiplie les attaques personnelles contre Benny Gantz, laissant entendre que le piratage de son téléphone portable par les services iraniens fait de lui un homme soumis à tous les chantages en raison de ses infidélités conjugales. Cette affaire déstabilise le leader de l'opposition sur le plan psychologique. Il va jusqu'à refuser de participer à un débat télévisé dont la tenue est proposée par Benyamin Netanyahu. Au terme de cette campagne, Bleu-Blanc conserve ses positions, avec trente-trois sièges, mais cela se fait au détriment de la gauche, qui en perd quatre et ne parvient à survivre que grâce à la fusion de ses listes, lui permettant d'obtenir sept mandats. Son discours traditionnel, axé sur les problèmes sociaux et la défense des libertés individuelles, ne suffit pas à endiguer la fuite de ses électeurs vers le

centre. Car la polarisation est également à l'œuvre au centre gauche : un parti dominant, Bleu-Blanc, tend à occuper tout l'espace progressiste, ainsi que le fit le Parti travailliste durant quatre décennies – et à l'instar du Parti démocrate aux États-Unis. C'était du moins la volonté des électeurs de Bleu-Blanc, mais elle ne devait pas résister aux négociations post-électorales. Seuls les partis ultra-orthodoxes, à droite, et les partis arabes, à gauche, résistent, et de belle façon, à la bipolarisation.

### *Le succès des partis arabes*

Les partis arabes ont réussi à fortement mobiliser leur électorat pour ce scrutin. Traditionnellement, les Arabes israéliens votent beaucoup moins que leurs concitoyens juifs (dix points au-dessous de la moyenne nationale). Ainsi, le 17 septembre 2019, près de 60 % des électeurs arabes s'étaient déplacés, alors que la participation s'établissait à 69,8 %. Mais, le 2 mars 2020, ils sont 67 % à aller voter, ce qui permet à leurs partis de réaliser ensemble, avec quinze sièges, leur meilleur résultat depuis la création de l'État. Ce succès a des raisons conjoncturelles et d'autres plus structurelles. Au titre des premières se trouve la volonté des électeurs arabes de sanctionner un Premier ministre perçu comme raciste et des partis d'opposition préférant ne pas s'afficher à leurs côtés. Au titre des secondes, ce vote traduit la révolution sociologique que connaît la société arabe israélienne. Les citoyens arabes étudient et travaillent beaucoup plus qu'auparavant en raison de la transition démographique, qui dans cette communauté a fait passer le nombre d'enfants par femme de neuf lors de la création de l'État à trois aujourd'hui. Les jeunes filles arabes savent désormais

qu'elles ne sont plus seulement destinées au mariage et à la maternité. Elles étudient, travaillent... et font de la politique. Au sein de la nouvelle Knesset siégeront notamment quatre femmes arabes, dont une voilée. Cette profonde évolution de la société arabe n'est pas étrangère à un événement qui a transformé le monde politique. Depuis 2015, en créant la Liste unifiée, les partis arabes ont surmonté leurs divisions entre communistes, nationalistes et islamistes afin de porter deux types de revendications : l'égalité complète entre citoyens juifs et arabes, et le soutien au mouvement national palestinien. Signe des temps, dans de nombreuses localités ne comptant aucun habitant arabe, la Liste unifiée remporte plus d'une centaine de voix de jeunes gens juifs sensibles à l'argument selon lequel l'avenir de la gauche et celui du pays passent par une alliance judéo-arabe.

Les élections du 2 mars 2020 confirment donc une tendance ancienne – la bipolarisation de l'électorat – et une tendance plus récente : l'éveil du monde politique arabe. D'ailleurs, c'est grâce au

soutien unanime des partis arabes que Benny Gantz se voit confier, le 16 mars, le mandat de constituer un gouvernement. Cette issue inespérée pour le leader de l'opposition résulte aussi du soutien apporté par le « faiseur de roi » Avigdor Lieberman, celui-là même qui, en trahissant Benyamin Netanyahu, a provoqué la crise politique que connaît le pays depuis novembre 2018.

Finalement, le 20 avril, Benny Gantz, échouant à former un gouvernement, finira par signer un accord de gouvernement avec Benyamin Netanyahu qui prévoit notamment une rotation au poste de Premier ministre. Le parti Bleu-Blanc ne résistera pas à cette décision : il se scindera en deux, les opposants à Benny Gantz reprochant à celui-ci de trahir l'engagement pris devant les électeurs de ne pas siéger dans un gouvernement dirigé par un Premier ministre mis en examen. Le respect de l'accord de coalition pourrait encore réserver bien des surprises dans un paysage politique totalement bouleversé.